



SECTION INDRE ET LOIRE

COMPTE RENDU DE LA CAPL DU 9/07/2015

AFFECTATIONS LOCALES INSPECTEURS AU 1/09/2015

En préalable à la CAP, la CGT a prononcé la déclaration liminaire suivante :

« Nous abordons cette CAP locale dans un contexte particulièrement difficile aux niveaux national et local ; en effet, dans la Fonction publique et à la DGFIP la mise en place des mesures d'économies s'accélère et a des conséquences désastreuses en termes salariaux, en termes d'effectifs, en termes de conditions de vie au travail.

Ainsi, au plan salarial, dans un contexte où le point d'indice des fonctionnaires est bloqué depuis 5 ans et va le rester en 2016, le gouvernement prépare, entre autres, une modification radicale du régime indemnitaire à compter du 1^{er} janvier 2017, le RIFSEEP, Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel. Globalement, c'est 30 % de ce que touche annuellement un agent qui sera déterminé sur des critères inégalitaires (exemple : pour un inspecteur 8^{ème} échelon, indice 524, la RIFSEEP remplacera des primes représentant 12 474 € bruts annuels pour un traitement annuel brut de 29 115 €). Critères inégalitaires, disais-je, car l'indemnité principale versée mensuellement, l'IFSE pour indemnité tenant compte des fonctions, des sujétions et de l'expertise serait déterminée par le groupe de fonctions dans lequel serait classé chaque agent. Quant au complément indemnitaire annuel qui est facultatif, le CIA, il serait fonction de la manière de servir appréciée par le chef de service dans le cadre de l'entretien et entièrement modulable de 0 à 100 !

Dans le même temps, à la DGFIP la prime d'intéressement réduite à un montant de 100 euros, sera versée pour la dernière fois cette année à tous les agents et se verra transformée en une éventuelle prime de restructuration, véritable prime à la casse de notre administration.

Au niveau de l'emploi, les suppressions massives à la DGFIP, 32 000 suppressions depuis 2002, dont 2000 en 2015, 16 pour la même année sur notre département se cumulent aux emplois laissés vacants. Ainsi pour l'Indre et Loire, une fois les mouvements de septembre 2015 effectués et pour les seules catégories B et C, le département devrait connaître a minima 13, 8 vacances d'emploi en catégorie C et 15,5 vacances d'emplois en catégorie B. Le surnombre affiché par rapport au TAGERFIP pour les inspecteurs n'inverse pas cette tendance.

Il n'est pas difficile d'imaginer dans ces conditions que les services sont arrivés au point de rupture et que l'administration n'est plus en mesure de répondre aux exigences de ses missions de service public des Finances.

À cette situation, la Direction répond à un rythme toujours plus soutenu par la réorganisation des services du département, fusions, suppressions de trésoreries, transfert des missions, réductions d'horaires d'ouverture au public. Et tout cela se traduit de façon douloureuse pour les agents qui sont empêchés d'assurer dans des conditions normales leurs missions de service public.

Cette situation n'est évidemment pas propre à notre département mais force est de constater que notre direction locale fait preuve d'initiatives qui viennent aggraver un contexte déjà particulièrement difficile, les derniers exemples en date, la réinstallation prochaine de la TPM et de la Paierie départementale sans entendre les besoins exprimés par les agents pour exercer dans de bonnes

conditions leurs missions, un déménagement de services de la direction boulevard Béranger qui satisfait peu d'agents tant par les nouvelles installations que par les dates choisies pour les effectuer, des agents qui vivent mal dans des locaux qui ne sont plus sécurisés, des agents trimbalés d'un service à l'autre, d'un agent "invité" à quitter momentanément son service d'affectation pour aller en former un autre dans un autre poste faute de formation ou de formateur...etc.

La CGT Finances publiques dénonce la pénurie d'agents dans les services et revendique un recrutement à hauteur des besoins réels des services. Elle revendique l'appel de toutes les listes principales et complémentaires des concours.

Afin d'effectuer dans des conditions normales leur mandat, les élus CGT réitèrent leurs demandes à savoir :

- la communication des postes et services impactés par un départ en retraite (catégorie/date d'effet)
- le détail des emplois par service sur la direction. »

* *

*

Examen du projet de mouvement

1- Titulaires d'un poste

Nom-Prénom	Affectation actuelle	Affectation au 1/09/2015
DERUELLE Eugénie	2ème brigade départementale de vérifications	Domaines (*)
HERENG Régis	1ère brigade départementale de vérifications – <i>détaché huissier</i>	Huissier(*)
LAVERGNE Monique	Dordogne	Direction (*) - CQC
MASSET Guillaume	Vienne	Chef de poste Ste-Maure (*)
PON-LAYUS Gérard	Pôle de contrôle revenus/patrimoines	Domaines (*)
BARBE Michèle	Division stratégie et contrôle de gestion	SIP Tours Nord-Ouest
LAIDET Philippe	SIP Tours Nord-Ouest – <i>détaché SIP Tours-Est (accueil)</i>	SIP Tours-Est (accueil)
JAIDI Janine	Examen professionnel	SIE Tours Nord-Ouest
PERTHUISSON Jean-Luc	Fiscalité immobilière (Tours)	Pôle de contrôle revenus/patrimoines
JOFFRES Sylvaine	Fiscalité immobilière (Tours)	Pôle de contrôle revenus/patrimoines
CHENUAT Philippe	Fiscalité immobilière (Tours)	Pôle de contrôle revenus/patrimoines
CONSTANT Florence	Pôle de contrôle et d'expertise (Tours)	Pôle de contrôle revenus/patrimoines
DECREUX Thierry	1ère brigade départementale de vérifications – <i>détaché 2ème brigade</i>	2ème brigade départementale de vérifications
ANQUETIL Xavier	SIP Loches	SIP Amboise
CHOPIN Laetitia	SIE Amboise	SIE Amboise
COURAUD Laurent	Mission Risques et audit	Trésorerie Montbazou
CAMPON Carl	Examen professionnel	Trésorerie Touraine Sud
AFONSO Nicolas	Ain	SIP Loches

(*) affectation prononcée par la CAP nationale

2- ALD

Nom-Prénom	Affectation actuelle	Affectation au 1/09/2015
ALINE Nathalie	Domaines	Domaines
AUGELLE Matthieu	Division du contrôle fiscal et des affaires juridiques	Division du contrôle fiscal et des affaires juridiques
BAGLIN Vincent	Cellule CSP Tours	Cellule CSP Tours
BAILLUS Catherine	Trésorerie Tours Banlieue Sud	Trésorerie Tours Banlieue Sud
BOUCHET Stéphane	SIE Tours Nord-Ouest	SIE Tours Nord-Ouest
BOULESTEIX Dominique	Mission SIRHIUS	Mission SIRHIUS
DUCLOS Christel	Division budget logistique	Division budget logistique
GATILLON Damien	Centre des impôts fonciers Tours	Centre des impôts fonciers Tours
GESSIER Sylvain	Pôle de contrôle et d'expertise (Tours)	Pôle de contrôle et d'expertise (Tours)
GUIGNON Marianne	Division ressources humaines - formation professionnelle	Division ressources humaines - formation professionnelle
GRIVOTTE Nelly	Val-de-Marne	Pôle de contrôle revenus/patrimoines
RIAND Denis	Trésorerie Touraine Sud	Chargé de mission

3 – « Détachements » prononcés pour ce mouvement

Nom-Prénom	Affectation par les CAP	Détachement
BONIN Emmanuel	Huissier	Trésorerie Touraine Sud
JAIDI Janine	SIE Tours Nord-Ouest	1ère brigade départementale de vérifications
ROBLET Chantal	Direction	Trésorerie CHU

Avec les agents ALD, la DDFIP 37 est à + 6,8 inspecteurs par rapport au TAGERFIP. Chiffre à moduler, car une inspectrice est en absence de longue durée et que deux inspecteurs assurent des missions de chefs de postes sur des emplois d'inspecteur divisionnaire.

Vote sur le projet de mouvement : CGT : abstention ; Solidaires : contre ; FO : pour.

L'élu et l'expert CGT Finances Publiques (Thierry DURIN, Nathalie VERGEZ-BERTHIER)

Tours, le 9 juillet 2015